

SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES



12 Quai de Gesvres - PARIS IV^{ème}

75195 - PARIS RP

Téléphone : 01 49 96 35 51

Télécopie : 01 49 96 37 68

@-mél : prefpol.dttpp-sdpse-stiic-secretariat@interieur.gouv.fr

Préfecture du Val-de-Marne

Commune : Vitry-sur-Seine

Dossier n° : 94-10020

N° GIDIC : 65-6552

Classement ICPE : 1^{er} AP d'autorisation = 26/07/66

| | | |
|------------------|------------------------------|-----------------|
| R 167- C [A] | R 1450-2-a [A] | R 1111-1-c [D] |
| R 1111-2-b [A] | R 1523-C-1-a [A] | R 1111-3-c [D] |
| R 1130-2 [A] | R 1611-1 [A] | R 1131-3-c [D] |
| R 1131-1-b [A] | R 1630-B-1 [A] | R 1136- B-c [D] |
| R 1131-2-b [A] | R 1715-1 [A] AP : 23/01/09 | R 1190-1 [D] |
| R 1136-A-1-b [A] | R 2120-1 [A] | R 1810-3 [D] |
| R 1141-2 [A] | R 2260-2-a [A] | R 1820-3 [D] |
| R 1171-1-b [A] | R 2620 [A] | R 2680-1 [D] |
| R 1171-2-b [A] | R 2910-A-1 [A] AP : 20/10/87 | R 2910-A-2 [D] |
| R 1172-2 [A] | APC : 2/08/07 | R 2921-1-b [D] |
| R 1175-1 [A] | R 2915-1-a [A] | R 2921-2 [D] |
| R 1212-3-a [A] | R 2920-1-a [A] | R 2925 [D] |
| R 1420-2 [A] | R 2920-2-a [A] | |
| R 1432-2-a [A] | (GF=8958,7 kW) | |
| R 1433-B-a [A] | R 2920-2-a [A] | |
| R 1434-2 [A] | (CPR = 5365 kW) | |

Paris, le 07/01/2010

Rapport concernant :

SANOFI CHIMIE – CENTRE DE PRODUCTION

9 Quai Jules Guesde
94400 Vitry-sur-Seine

M.LOETSCHER Hubert : Directeur

M. Marcel CORALLO: Directeur HSE

Mme Sylvène BLANCHON : Responsable environnement

Tel : 01.55.71.85.11

Inspection/Réunion du : **Néant**

Bordereau reçu le : **Sans bordereau**

Site en zone inondable

Actions Nationales 2009 : PNSE (benzène), RSDE

Site inclus dans le programme d'inspection : prioritaire
(dernière visite du 17/03/2009)

Site "Seveso" seuil haut

Site "Seveso" seuil bas

Site BdF / Site IPPC

Site inclus dans les zones d'effet d'un établissement à risque : BP
BASOL

Activité générale du site :

Fabrication de matières actives pharmaceutiques

Référence :

- Rapports du STIIC du 09/04/09, 02/06/09, 31/08/08, 26/11/09.

Objet du rapport :

- Projet d'arrêté préfectoral réglementant l'ensemble des installations du site.

1-Présentation

• La construction de l'usine de Vitry-sur-Seine fut entreprise en 1909 par les établissements POULENC FRERES. Elle fut mise en service peu avant 1914.

• Actuellement, l'établissement SANOFI-AVENTIS à Vitry-sur-Seine est un établissement classé SEVESO qui s'étend sur une superficie de 23,6 hectares et qui est constitué de 2 entités :

- Le Centre de production (CPV) situé au 9 quai Jules Guesde rattaché à la société SANOFI CHIMIE.

- Le Centre de recherche (CRV), situé au 13 quai Jules Guesde rattaché à la société SANOFI-AVENTIS Recherche-Développement.

Les effectifs sont d'environ 700 personnes pour le CPV et 1400 personnes pour le CRV.

Les activités du CPV sont divisées en plusieurs unités : Synthèses biochimiques, synthèses organiques et une unité de développement des procédés. La production par voie biochimique s'appuie sur 3 ateliers : fermentation, extraction et purification.

Elle utilise des micro-organismes pour fabriquer des principes actifs pharmaceutiques (Pristinamycine et Spiramycine). La production par voie de synthèse organique met en œuvre des réactions chimiques ainsi que des opérations de génie chimique comme la filtration, le séchage.... 15 principes actifs pharmaceutiques sont fabriqués par ce procédé dans 5 ateliers de production (kétoprofène, taxotère...).

Depuis le début de l'année 2008, le site a abordé une phase de reconversion qui va voir l'arrêt de la plupart des synthèses de produits actuellement réalisées sur le site et le développement des biotechnologies.

- **Enjeux environnementaux**

L'établissement comprend 4 points de rejet en Seine.

- 3 points de rejet pour les eaux de refroidissement du Centre de production.
- 1 point de rejet pour les eaux de refroidissement et les eaux pluviales du Centre de recherche.

Les eaux de refroidissements utilisées sur le site sont prélevées en Seine et complétées par des prélèvements en nappe.

L'établissement comporte un seul point de rejet pour ses eaux usées (S1 ou S2) vers le réseau d'assainissement départemental géré par la DSEA, raccordés à la station d'épuration Seine-Amont de Valenton (94) ou à celle d'Achères (78). Leur débit moyen est de 9000 m³/j.

Les effluents de la biochimie sont relativement constants et caractérisés par de forts flux de MES (3600 kg/j), de Phosphore (500 kg/j) et de certains solvants (Dichlorométhane, MIBK).

Les effluents issus des installations de production organique présentent une forte variabilité intra et inter-journalière en fonction des campagnes de production. Ils sont caractérisés par de forts flux de solvants, principalement des alcools (Ethanol, Isopropanol) mais également des cétones (MIBK), des COHV (Dichlorométhane) et des BTEX.

Avant rejet dans le réseau, les effluents passent par un bassin d'homogénéisation de 1000 m³ mis en service en 2001 dans lequel ils subissent une neutralisation du pH. Plusieurs bassins de décantation sont également présents en sortie des bâtiments 10, GPO1 et GPO3 afin de prétraiter les effluents.

Au cours de ces dernières années de nombreuses actions ont été réalisées par SANOFI pour réduire les flux de pollution :

- Mise en place de technologies propres (pompes à vides sèches) et amélioration de la condensation des solvants.
- Construction de fosses de décantation de solvants.
- Amélioration du dispositif de détection et de détournement des pollutions accidentelles.
- Suppression de certains rejets chargés en Phosphore.
- Amélioration du système de neutralisation des effluents de manière à respecter le pH en continu.

Ces actions ont permis une réduction importante des polluants rejetés.

Cependant les incidents d'exploitation restent fréquents et conduisent à de nombreux dépassements des valeurs limites de rejets, bien que des alarmes aient été mises en place afin de diriger les effluents vers des bassins de détournement.

Les rejets atmosphériques du site proviennent principalement de la chaufferie fonctionnant au gaz dont la puissance thermique est de 60 MW, des procédés de synthèses utilisant des solvants et de l'incinérateur de déchets.

Depuis plusieurs années SANOFI a procédé à des aménagements afin de réduire la pollution émise : Reconstruction de la chaufferie qui utilisait du fioul lourd et qui fonctionne maintenant au gaz, mise en place d'un oxydeur thermique et de plusieurs unités de cryogénie pour détruire ou récupérer les solvants.

L'établissement est de plus classé SEVESO seuil bas en raison de l'emploi et du stockage de quantités importantes de substances dangereuses dont des substances toxiques telles que l'ammoniac, l'acide chlorhydrique anhydre ou l'épichlorhydrine.

I- Projet d'arrêté préfectoral

1- Etudes précédemment réalisées et réglementations applicables

A- Le bilan de fonctionnement

- Le bilan de fonctionnement présenté par SANOFI le 28/03/08 a fait l'objet d'un rapport du STIIIC spécifique du 07/01/2010. Il est relativement complet. Les différents points de l'AM du 29 juin 2004 relatif aux bilans de fonctionnement sont bien listés. On y retrouve, notamment :
 - Les éléments relatifs aux évolutions des flux des principaux polluants dans l'eau et dans l'air
 - Les éléments relatifs à l'évolution des flux de déchets
 - Le résumé des accidents et incidents
 - Les éléments relatifs aux investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions
 - La liste des BREF utilisés.

- L'analyse de l'état des installations par rapport aux MTD
 - Des propositions d'amélioration ainsi qu'un échéancier
 - Les mesures envisagées en cas de cessation d'activité
- Cependant ce bilan a soulevé plusieurs remarques de notre part :
 - Les comparaisons des mesures en place par rapport aux MTD restent de l'ordre de la généralité pour l'ensemble du site. Les installations ou appareils concernés par les MTD ne sont pas listés.
 - Les principes de fabrication, de traitements... ne sont que peu explicités.
 - Les valeurs limites d'émission données dans les BREF sont comparées aux valeurs limites d'émission imposées dans les arrêtés préfectoraux ou dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et non aux valeurs réelles de rejet mesurées. SANOFI ne se positionne donc pas sur le respect des valeurs limites indiquées dans les BREFS (notamment pour les rejets de COV de l'oxydeur thermique et des installations de cryogénie indiquées dans le BREF OFC)
 - SANOFI considère que le traitement final de ses effluents aqueux est réalisé par la station d'épuration de Valenton et estime donc être équipé d'une STEP ce qui est totalement faux
 - SANOFI indique que le respect de certaines des MTD pour le traitement des eaux relève de la responsabilité de la station d'épuration du SIAAP ce qui n'est pas satisfaisant
 - Le plan d'action ne fait pas référence aux MTD concernées par les améliorations prévues.
 - Malgré les quelques lacunes et inexactitudes notées lors de l'analyse du bilan de fonctionnement, il a été jugé recevable. Mais il a démontré la nécessité d'actualiser la réglementation pour prendre en compte les MTD et les valeurs limites d'émission applicables au secteur.

B- Etude PNSE (Plan National Santé Environnement)

Par lettre du 15/03/2006, l'exploitant nous a adressé l'étude de réduction des émissions atmosphériques de produits toxiques (benzène) demandée dans l'AP du 28/12/05.

Le seul atelier utilisant du benzène est le GPO1, lors des campagnes de synthèse du kétoprofène. Les événements des équipements de production sont tous raccordés à une colonne d'abattage.

Des mesures réalisées en 1999 en sortie de cette colonne d'abattage ont permis de déterminer que la quantité moyenne de benzène rejetée à l'atmosphère était de l'ordre de 200 kg par jour de production. Les rejets en benzène dans l'air, étaient compris entre 20 et 25 tonnes par an. Des actions ont été engagées par SANOFI pour réduire ses émissions:

- Réductions à la source :
 - Mise en place de nouveaux condenseurs sur les événements des 2 réacteurs.
 - Suppression des dégazages par l'événement du bac de stockage par la mise en place d'une ligne de retour vapeur sur les camions citernes lors des dépotages.
- Traitement des émissions atmosphérique :
 - Mise en place de la collecte de tous les événements.
 - Mise en place d'une colonne de lavage des gaz acides
 - Raccordement sur l'oxydeur thermique équipé d'un lavage des fumées.

La mise en place de l'oxydeur thermique constitue une des meilleures techniques disponibles existant pour le traitement du benzène. Les niveaux d'émission réglementaire fixés à 2 mg/Nm³ sont respectés. Les rejets en benzène dans l'air ont diminué. Ils sont de l'ordre de 6,5 tonnes en 2008.

C- Etude d'impact eau

a-Le contexte de cette étude

Dans le cadre du raccordement du site à la station d'épuration urbaine de Valenton en 2006, une étude diagnostique et une étude d'impact ont permis de faire le point sur les principaux impacts des rejets sur le réseau et le fonctionnement de la station.

Des mesures de correction ont été engagées par SANOFI, au vu des résultats, notamment de façon à assurer une meilleure régulation du pH.

Cette étude a également servi de base pour la rédaction de l'arrêté préfectoral réglementant les rejets aqueux du site. Il a été signé par le Préfet le 27/06/2007. Son article 3.3.7.2.2.f prévoit que certaines valeurs limites de rejet pourraient être modifiées après la remise par SANOFI d'une étude d'impact complémentaire sur ses effluents, en démontrant, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que des valeurs limites supérieures pourraient être admises.

Cette étude a été transmise à la Préfecture par courrier du 08/10/08.

b- Les problèmes mis en évidence

Cette étude a fait l'objet du rapport du STIHC du 09/04/09. Elle a permis de mettre en évidence deux grands problèmes :

- ♦ Le phosphore qui rejeté en trop grande quantité peut avoir un impact sur les rejets en Seine de la station d'épuration. En effet la station de Valenton n'est autorisée à rejeter en Seine que 1 mg/l de phosphore total. La station éprouve de grandes difficultés à traiter tout le phosphore présent dans les effluents, surtout lorsqu'il y a des pics d'apport, par SANOFI.
- ♦ La volatilisation des solvants entre le point de rejet S1 de SANOFI et la station d'épuration sur le premier kilomètre après la sortie du site, qui n'est pas acceptable.
En effet cette partie des égouts n'est plus visitable dès que les effluents de SANOFI y circulent sous peine d'intoxication du personnel. Des odeurs de solvants sont également souvent ressenties sur le quai Jules Guesde au niveau des regards d'accès à l'égout.
SANOFI a proposé deux systèmes pouvant limiter cette volatilisation dans les égouts :
 - Extraction des solvants au niveau du rejet S1, soit lors des interventions de la DSEA sur le réseau, soit en continu.
 - Aération du bassin d'homogénéisation.

c- Demande d'assouplissement de certaines valeurs limites.

Par ailleurs l'exploitant a demandé une modification des valeurs limites de rejets ou des tolérances de dépassement pour les paramètres suivants : MES, DBO5, Sulfates, Zinc, Aluminium, Cyanures totaux, AOX, Phosphore total, Acétone, Dichlorométhane, Benzène, MIBK, Toluène, Orthodichlorobenzène.

Or pour certains paramètres aucune augmentation de valeur limite de rejet n'est prévu par l'article 3.3.7.2.2.f de l'AP du 27/06/2007. Il s'agit des sulfates, des cyanures et des AOX.

Concernant les modifications demandées, les avis de la DSEA (Gestionnaire du réseau départemental) et du SIAAP (gestionnaire de la station d'épuration de Valenton) ont été requis.

En tenant compte des avis sus-mentionnés, des propositions de SANOFI, des résultats d'autosurveillance du 1^{er} semestre 2009 et du fait que les productions mettant en œuvre la plupart des polluants seront arrêtées fin 2011, nous avons proposé de modifier certaines valeurs limites d'émission (VLE) comme suit :

- Pour les MES, le zinc il est proposé de revenir aux VLE qui étaient applicables au 01/07/07
- Pour le Phosphore total il est proposé de revenir aux VLE qui applicables au 01/07/07 mais ce paramètre pourra bénéficier d'une tolérance de 2 fois la norme pour 20% des valeurs.
- Pour le dichlorométhane, les xylènes, le toluène et la MIBK il est proposé de rester aux VLE qui étaient applicables au 01/07/08.
- Pas de changement pour la DBO, la DCO, l'Azote global, les sulfates, le cuivre, l'aluminium, le benzène, le 1,2-dichlorobenzène, le monochlorobenzène, la diéthylamine, l'épichlorhydrine, l'éthanol et l'acétone, il est proposé de garder les VLE applicables au 01/07/2009.
- Pour ce qui est des AOX, il est proposé de ne plus les prendre en compte car la presque totalité des solvants utilisés dans l'établissement sont déjà identifiés et font l'objet de valeurs limites spécifiques (cf. l'article 32-3-12 de l'AM du 02 février 1998). Néanmoins une mesure annuelle des AOX sera demandé.

Par ailleurs la ventilation de l'émissaire S1 sera imposée dans le projet d'arrêté et de fait les VME (Valeur moyenne d'exposition) et les VLE (Valeur limite d'exposition) seront dorénavant applicables directement sans être ajustées avec un facteur de saturation (TS).

D- Réglementation applicable

a- Actuellement le site est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants, dont certains possèdent des prescriptions déjà abrogés ou obsolètes :

- Arrêté du 26 juillet 1966 : Arrêté codificatif.
- Arrêté du 27 septembre 1972 : Relatif au dépôt d'ammoniac.
- Arrêté du 04 mars 1975 : Réglementant les activités du bâtiment 124-125.
- Arrêté du 01 juillet 1988 : Réglementant les installations de réfrigération.
- Arrêté du 12 mai 1989 : Réglementant les activités du bâtiment GPO1.
- Arrêté du 21 janvier 1994 : Relatif aux résidus mycéliens
- Arrêté du 30 septembre 2004 : Réglementant les activités du bâtiment 15 dit Taxotère.
- Arrêté du 16 juin 2005 : Relatif aux alertes pollutions.

- Arrêté du 27 juin 2007 : Réglementant les rejets aqueux.
- Arrêté du 02 août 2007 : Réglementant la chaufferie et l'oxydeur thermique.
- Arrêté du 08 février 2008 : Relatif à la sécheresse
- Arrêté du 23 janvier 2009 : Autorisation la détention et l'utilisation de radioéléments

b- Les activités du site sont également visées par plusieurs arrêtés ministériels dont :

- L'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- L'arrêté du 30/07/2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW.

c- L'établissement est soumis à la directive dite "IPPC" n° 96/82/CE du Conseil du 24/09/1996 (modifiée par la directive 2008/1/CE 15 janvier 2008), au titre des rubriques suivantes :

- ♦ 1130-2 [A] : Fabrication industrielle de substances et préparations toxiques.
- ♦ 1171-2-b [A] : Fabrication industrielle de substances ou préparations toxiques pour les organismes aquatiques
- ♦ 1175-1 [A] : Emploi de liquides Organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction, etc.
- ♦ 2620 [A] : Fabrication de produits organiques sulfurés
- ♦ 2910-A-2 [A] : Installation de combustion.

Les Meilleures techniques disponibles et les valeurs limites de rejet mentionnées dans les BREF suivants doivent donc être prises en compte :

- Système de refroidissement industriel
- Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique
- Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac
- Grandes installations de combustion
- Chimie fine organique
- Efficacité énergétique
- Principes généraux de surveillance

La directive IPPC prévoit que les installations existantes devaient être mises en conformité avant le 30/10/2007. Les états membres doivent s'assurer que les installations disposent d'arrêtés d'autorisation conformes qui intègrent les MTD (Meilleures techniques disponibles) et les valeurs limites d'émission associées.

Pour tenir compte de ces dispositions, l'article R512-28 du code de l'environnement est ainsi rédigé :

« Pour les installations mentionnées au *b* du 4° du II de l'article R. 512-8, ces prescriptions comprennent des valeurs limites d'émissions fondées sur les meilleures techniques disponibles, au sens de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, en prenant en considération les caractéristiques techniques de l'installation concernée et son implantation géographique. »

E -Les principaux points discutés par l'exploitant

a-Les rejets d'eaux usées

- ♦ Le traitement des effluents : A ce jour, le site de SANOFI ne possède pas de réelle station pour traiter ses effluents aqueux. En effet seul un bassin d'homogénéisation existe. Il permet de mélanger les divers effluents du site (eaux industrielles, eaux pluviales et eaux domestiques) et d'ajuster le pH. Pour SANOFI, la station d'épuration urbaine de Valenton est tout à fait apte à traiter ses effluents.

Cependant l'étude d'impact eau a montré qu'il existait un réel problème en ce qui concerne les solvants et notamment une volatilisation de ces composés dans l'égout public sur une distance d'environ 1 km.

La DSEA a délivré une autorisation de rejet à SANOFI en reprenant les mêmes valeurs limites de rejet que celles prescrites par l'arrêté préfectoral du 27/06/2007. Ces valeurs étant souvent dépassées, le Conseil général et le SIAAP ont demandé plusieurs fois au Préfet de faire cesser ces dépassements.

Il a donc été demandé à SANOFI de tout mettre en œuvre pour respecter les valeurs limites de rejets qui lui sont imposées.

Suite à l'analyse de l'étude d'impact eau, aux propositions de l'exploitant et aux avis de la DSEA et du SIAAP certaines valeurs limites de rejet énoncées dans le présent projet d'arrêté ont été augmentées ou sont revenues aux valeurs qui étaient applicables au 01/07/07 ou au 01/07/08. Il a donc été décidé que les diminutions prévues pour 2009 et 2010 ne seront plus rendues applicables, afin de tenir compte des arrêts progressifs de certaines fabrications de principes actifs, d'ici fin 2011.

Parallèlement une étude pour la mise en place d'une station de traitement sur le site est demandée à l'exploitant, la DSEA ne souhaitant plus acheminer les effluents pollués de SANOFI et le SIAAP ne voulant plus traiter ces mêmes effluents.

- ♦ Ventilation de l'égout : Afin d'éviter la volatilisation des solvants dans l'égout public, la mise en place d'une ventilation forcée a notamment été préconisée dans l'étude d'impact eau du 08/10/2008, qui a fait l'objet du rapport du STIIC du 09/04/09. A ce jour, malgré que le projet soit à l'étude depuis plus d'un an, rien n'a encore été mis en place. Un délai dernier d'un mois a donc été accordé à l'exploitant pour mettre en place cette installation d'extraction et captation des COV. Des essais ont par ailleurs déjà été effectués fin 2009.
- ♦ Le principe d'exploitation d'une plateforme : SANOFI ne souhaite pas mettre en place d'installation de traitement des effluents aqueux en sortie de chaque atelier ou de chaque bâtiment.
Au sens de la réglementation des installations classées, les sites comprenant plusieurs installations identiques doivent être pris dans leur globalité.
Nous avons bien pris en considération la demande de l'exploitant. C'est pourquoi nous lui demandons une étude relative à la mise en place d'une seule installation de traitement des effluents aqueux, sur le site. Toutes les eaux du site pourront ainsi y être traitées : eaux industrielles et eaux domestiques.

b- Les rejets atmosphériques

L'établissement étant soumis à la directive dite "IPPC" n° 96/82/CE du Conseil du 24/09/1996 (modifiée par la directive 2008/1/CE 15 janvier 2008) et le présent projet d'arrêté préfectoral faisant suite, notamment, à l'étude du bilan de fonctionnement, les valeurs limites d'émission préconisées par les BREF évoqués ci-dessus ont été prises en compte, conformément aux directives du Ministère chargé de l'écologie et à l'article R512-28 du code de l'environnement ainsi rédigé :

« Pour les installations mentionnées au b du 4° du II de l'article R. 512-8, ces prescriptions comprennent des valeurs limites d'émissions fondées sur les meilleures techniques disponibles, au sens de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, en prenant en considération les caractéristiques techniques de l'installation concernée et son implantation géographique. »

Or SANOFI semble considérer que nous lui imposons des valeurs limites de rejets excessives. Les valeurs contestées sont celles concernant les rejets atmosphériques de la chaufferie et des installations de traitement des solvants : oxydeur thermique et cryogénie.

2- Proposition du STIIC

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint a été réalisé afin de :

- Réunir dans un même arrêté les 12 arrêtés préfectoraux actuellement en vigueur.
- Mettre à jour les prescriptions avec les nouveaux arrêtés ministériels.
- Réviser certaines valeurs limites d'émission conformément à l'article 3.3.7.2.2.b de l'AP du 27 /06/07, suite à la réalisation de l'étude d'impact eau.
- Imposer la conformité des installations à la directive IPPPC en prenant en compte les meilleures techniques disponibles et les valeurs limites d'émission présentées dans les différents BREF, notamment en ce qui concerne les émissions de COV.

3-Conclusion

Il est proposé de soumettre le présent projet d'arrêté préfectoral à l'avis du CODERST

L'inspecteur des
installations classées

Anne JOHANNY
Le 07 janvier 2010

L'inspecteur des
Installations classées
du département thématique

Jean BOURGEOIS
Le 07 janvier 2010

Le chef de département
chargé du Val-de-Marne

« signé »

Alain CANALIAS
Le 07/01/10